



Actualités en bref

Les Monténégrins appelés à voter sur l'indépendance

La république du Monténégro va voter, le 21 mai prochain, sur son indépendance et sa séparation d'avec la Serbie. Le premier ministre du Monténégro, Milo Djukanovic, veut couper les liens qui unissent la Serbie et le Monténégro, et qui forment présentement un gouvernement fédéral. A la suite de négociations avec l'Union européenne, la coalition pro-indépendance menée par M. Djukanovic au Parlement du Monténégro et l'opposition ont décidé de la tenue d'un référendum qui, aux termes de l'UE, doit recueillir au moins 55 pour cent de plus de la moitié de l'ensemble des électeurs pour qu'un vote en faveur de l'indépendance soit reconnu.



M. Milo Djukanovic, président du Monténégro

L'ETA déclare « permanent » le cessez-le-feu avec l'Espagne

Le groupe armé séparatiste basque, *Euzkadi Ta Askatasuna* (ETA ou « libération de la patrie basque »), à qui est imputée la mort de plus de 800 personnes depuis les années 1960, a déclaré un cessez-le-feu « permanent » le 22 mars dernier. Une femme masquée, avec à ses côtés deux hommes masqués eux aussi, a lu l'affirmation du cessez-le-feu sur les ondes de la télévision basque. Le groupe, fondé en Espagne au temps de la dictature de Franco, avait déjà déclaré un cessez-le-feu en 1998, mais qui devait être suivi par une série d'explosions meurtrières après l'échec des négociations menées avec José Luis Aznar, le premier ministre espagnol d'alors. José Luis Rodríguez Zapatero, le premier ministre actuel, a accueilli la déclaration avec beaucoup de prudence, à l'instar de Jacques Chirac, le président de la France. La presse espagnole pro-gouvernementale a applaudi en la qualifiant de tournant capital. L'agence de presse espagnole en ligne, *Periodista Digital*, a eu des commentaires plus circonspects auprès du *New York Times*, affirmant qu'il serait bien naïf de prendre cette déclaration de l'ETA au pied de la lettre. Dans son texte, l'ETA adjure tant la France que l'Espagne de commencer à respecter le droit à l'autodétermination des Basques. On compte presque deux millions de Basques vivant en Espagne et environ 250 000, de l'autre côté de la frontière, en France.

Le Parlement de la Somalie se réunit alors que la violence menace

La première réunion du Parlement de la Somalie, ce pays de la Corne de l'Afrique ravagé par la guerre, a été assombrie par les combats les plus graves de ces dernières années.

Depuis le mois de février 2006 jusqu'à la fin du mois d'avril, l'ancienne capitale de Mogadiscio était en proie à une rare violence qui a forcé bon nombre de ses habitants à fuir la ville. Pourtant, le Parlement du gouvernement fédéral transitoire de

la Somalie a tenu à se réunir dans la ville de Baidoa, à 240 km au sud-ouest de Mogadiscio, proclamée nouvelle capitale de la Somalie tant que dureront les conflits. La Somalie ne possède encore aucune armée unifiée, ce qui permet aux milices, comme aux chefs de guerre locaux et aux factions politiques diverses de contrôler de nombreuses régions du pays.

Les combats à Mogadiscio opposaient trois chefs de guerre aux forces islamistes. Les Islamistes, connus sous le nom de milices des tribunaux islamiques, réclament l'application de la charia afin de mettre fin à la violence dans la capitale. Les chefs de guerre, Mohammed Deere, Mohammed Qanyare et Bashir Rageh, se sont unis pour former l'« Alliance pour la restauration de la paix et la lutte contre le terrorisme ». Selon eux, les Islamistes protègent un Soudanais, qui se fait appeler Zuweydan ; ce dernier est recherché par les États-Unis, qui le soupçonnent d'être impliqué dans des attentats terroristes. MM. Deere, Qanyare et Rageh, ainsi que leurs alliés commerciaux, contrôlent des quartiers entiers de Mogadiscio de même que des pistes d'atterrissage autour de la capitale.

Le Parlement qui siège à Baidoa marque le retour en Somalie du gouvernement fédéral nouvellement constitué, qui s'était exilé au Kenya (voir « Le gouvernement transitoire en Somalie instaure une démocratie fédérale », *Fédérations*, vol. 4, n° 3, mars 2005).

Nouveau rédacteur en chef de Fédérations :



Rod Macdonell est le nouveau rédacteur en chef de *Fédérations*. Avant de se joindre au Forum des fédérations en décembre 2005 à titre de directeur du département Information et éducation publiques, il a été le directeur général de l'organisme Journalistes canadiens pour la liberté d'expression, basé à Toronto. Il a aussi collaboré avec

l'Institut de la Banque mondiale, à Washington, D.C., où il a animé des ateliers de formation pour les journalistes dans les pays en développement, par le biais de vidéoconférences ou sur place dans divers pays d'Afrique, d'Asie du Sud-Est, d'Amérique latine, et d'Europe centrale et orientale. Auparavant, il a travaillé pour la Presse Canadienne, puis comme journaliste d'enquête pour *The Montreal Gazette*. Il a aussi donné des cours sur le droit et les médias au département de journalisme de l'Université Concordia, à Montréal. Il est récipiendaire de trois prix Judith-Jasmin, le prix journalistique le plus prestigieux au Québec. Il détient un diplôme en droit de l'Université de Sherbrooke au Québec.